Zeitschrift: Schweizerische Kirchenzeitung : Fachzeitschrift für Theologie und Seelsorge

Herausgeber: Deutschschweizerische Ordinarienkonferenz

Band: - (1898)

Heft: 40

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 09.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

№ 40. Samstag den 1. Oktober 1898.

Abonnementspreis:
Für die Stadt Solothurn
Jährlich Fr. 6. —.
Halbjährlich Fr. 3. —.

Franko durch die ganze Schweiz:
Jährlich Fr. 6. —.
Halbjährlich Fr. 3. —

Für das Ausland:
Jährlich Fr. 9. —

Schweizerische
Kirchen-Zeitung.

Einrückungsgebühr:
10 Cts. die Petitzeile oder deren Raum,
(8 Pf. für Deutschland).

Erscheint jeden Samstag
1 Bogen stark

Briefe und Gelder franko.

LETTRE ENCYCLIQUE
DE
N. S. P. LE PAPE LÉON XIII
Aux Evêques, au clergé et au peuple d'Italie

(Suite et fin.)

Comment donc les catholiques pourraient-ils être appelés ennemis de la patrie et se voir confondus avec les partis qui attentent à l'ordre et à la sécurité de l'Etat?

De pareilles calomnies tombent devant le simple bon sens. Elles reposent uniquement sur cette idée que les destinées, l'unité, la prosperité de la nation consistent dans les faits accomplis au détriment du Saint-Siège, faits cependant déplorés par les hommes les moins suspects, qui ont ouvertement signalé comme une immense erreur la provocation d'un conflit avec cette grande institution placée par Dieu au milieu de l'Italie, et qui fut et sera toujours son honneur principal et incomparable: institution prodigieuse qui domine l'histoire, et grâce à laquelle l'Italie est devenue l'éducatrice féconde des peuples, la tête et le cœur de la civilisation chrétienne.

De quelle faute sont donc coupables les catholiques, quand ils désirent le terme d'un long dissentiment, source des plus grands dommages pour l'Italie dans l'ordre social, moral et politique; quand ils demandent qu'on écoute la voix paternelle de leur Chef suprême, qui a si souvent réclamé les réparations qu'on lui doit, en montrant quels biens incalculables en résulteraient pour l'Italie?

Les vrais ennemis de l'Italie, il faut les chercher ailleurs; il faut les chercher parmi ceux qui, mus par un esprit irréligieux et sectaire, l'âme insensible aux maux et aux périls qui menacent la patrie, repoussent toute solution vraie et féconde du dissentiment et s'efforcent, par leurs coupables desseins, de le rendre toujours plus long et plus acerbe. C'est à eux, et non à d'autres, qu'il eût fallu appliquer les mesures rigoureuses dont on a frappé tant d'utiles associations catholiques, mesures qui Nous affligent profondément encore pour un autre motif d'un ordre plus élevé et qui ne regarde pas seulement les catholiques Italiens, mais ceux du monde entier.

Ces mesures font ressortir, de mieux en mieux, la situation pénible, précaire et intolérable à laquelle Nous sommes réduit. Si quelques faits, auxquels les catholiques sont restés complètement étrangers, ont suffi pour qu'on décrétât la supression de milliers d'œuvres bienfaisantes et exemptes de toute faute, en dépit des garanties qu'elles tenaient des lois fondamentales de l'Etat, tout homme sensé et impartial comprendra quelle peut être l'efficacité des assurances données par les pouvoirs publics pour la liberté et l'indépendance de notre ministère apostolique.

A quoi se réduit, à vrai dire, Notre liberté quand, après avoir été dépouillé de la plus grande partie des anciennes ressources morales et matérielles dont les siècles chrétiens avaient enrichi le Siége apostolique et l'Eglise en Italie, Nous sommes privé maintenant même de ces moyens d'action religieuse et sociale que Notre sollicitude et le zèle admirable de l'épiscopat, du clergé et des fidèles, avaient réunis pour la défense de la religion et pour le bien du peuple italien? Quelle peut être cette prétendue liberté, quand une nouvelle occasion, un autre incident quelconque pourrait servir de prétexte pour aller encore plus avant dans la voie des violences et de l'arbitraire, et pour infliger de nouvelles et plus profondes blessures à l'Eglise et à la religion?

Nous signalons cet état de choses à nos fils d'Italie et à ceux des autres nations. Aux uns comme aux autres, Nous disons, cependant, que, si Notre douleur est grande, non moins grand est Notre courage, non moins ferme Notre confiance en cette Providence qui gouverne le monde et qui veille constamment et avec amour sur l'Eglise qui s'identifie avec la Papauté, selon la belle expression de saint Ambroise: *Ubi Petrus, ibi Ecclesia.* Toutes deux sont des institutions divines, qui ont survécu à tous les outrages, à toutes les attaques, et qui, sans se laisser jamais ébranler, ont vu passer les siècles, puisant, au contraire, dans le malheur, même un accroissement de force, d'énergie et de constance.

Quant à Nous, Nous ne cesserons d'aimer cette belle et noble nation où Nous avons vu le jour, heureux de dépenser les derniers restes de Nos forces pour lui conserver le trésor précieux de la religion,

pour maintenir ses fils dans la sphère honorable de la vertu et du devoir, pour soulager leurs misères autant que Nous en aurons le pouvoir.

Et dans cette noble tâche, vous Nous apporterez, Nous en sommes sûrs, Vénérables Frères, le concours efficace de vos soins et de votre zèle aussi éclairé que constant. Oui, continuez cette œuvre sainte qui consiste à raviver la piété parmi les fidèles, à préserver les âmes des erreurs et des séductions dont elles sont de toutes parts environnées, à consoler les pauvres et les infortunés par tous les moyens que la charité pourra vous suggérer. Vos fatigues ne seront pas stériles, quelles que soient et la marche des événements et les appréciations des hommes, parce qu'elles tendent à une fin plus élevée que ne sont les choses d'ici-bas; ainsi, de toute manière, vos soins, fussent-ils entravés et rendus impuissants, serviront à vous décharger devant Dieu et devant les hommes, de toute responsabilité quant aux dommages que pourrait encourir l'Italie, par suite des empêchements apportés à votre ministère pastoral.

Et vous, catholiques italiens, objet principal de Notre sollicitude et de Notre affection, vous qui avez été en butte à de plus pénibles vexations, parce que vous êtes plus près de Nous et plus unis à ce Siège apostolique, ayez pour appui et pour encouragement Notre parole et la ferme assurance que Nous vous donnons: comme la Paupauté, aux siècles passés, parmi les événements les plus graves et dans les temps les plus orageux, fut toujours le guide, la défense et le salut du peuple catholique, spécialement du peuple d'Italie, ainsi dans l'avenir elle ne faillira pas à sa grande et salutaire mission de défendre et de revendiquer vos droits, de vous assister dans vos difficultés, avec d'autant plus d'amour que vous serez plus persécutés et plus opprimés. Vous avez donné, spécialement dans ces derniers temps, de nombreux témoignages d'abnégation et d'activité à faire le bien. Ne perdrez pas courage, mais vous tenant rigoureusement, comme par le passé, dans les limites de la loi et pleinement soumis à la direction de vos pasteurs, poursuivez les mêmes desseins avec une ardeur vraiment chrétienne.

Si vous recontrez sur votre chemin de nouvelles contradictions et de nouvelles marques d'hostilités, ne vous en laissez point abattre; l'excellence de votre cause paraîtra mieux au jour, précisément parce que vos adversaires seront contraints, pour la combattre, de recourir à de pareilles armes, et les épreuves que vous aurez à endurer augmenteront votre mérite aux yeux des gens de bien, et, ce qui importe davantage, devant Dieu.

Cependant, comme gage des célestes faveurs et comme témoignage de Notre affection très speciale, recevez la bénédiction apostolique que Nous accordons du plus profond de Notre cœur, à vous, Vénérables Frères, au clergé et au peuple italien.

Donné à Rome, près de Saint-Pierre, le 5 août 1898, de Notre Pontificat l'année vingt-unième.

LÉON XIII, PAPE.

Eine prinzipielle Errungenschaft.

Kürzlich ist durch einschlägige Kirchgemeindebeschlüsse und regierungsrätliche Genehmigung derselben die Bettlacher Organistenfrage zu einem glücklichen Abschluß gekommen. Da die Angelegenheit die liberale Presse der Schweiz und sogar ausländische Zeitungen in Anspruch genommen und von dieser Seite selbstredend nicht in richtigem Lichte dargestellt wurde, und da sie auch an sich für den Klerus nicht ohne Interesse ist, sei dieselbe in der „Kirchen-Zeitung" durch Folgendes in ihrem Verlaufe kurz wiedergegeben.

Am 2. Juli des Jahres 1894 kniete in der Pfarrkirche von Selzach ein Brautpaar vor dem Altare. Der Bräutigam war Herr Emil Marti von Bettlach, seit damals 8 Jahren Lehrer in seiner Heimatgemeinde. Pfarrer Hermann Kyburz in Bettlach segnete in Abwesenheit des Ortspfarrers die Ehe ein. In seiner Ansprache an das Brautpaar unterließ er nicht, die Unauflöslichkeit der giltigen christlichen Ehe mit besonders nachdrucksvollen Worten hervorzuheben. Nach Verlauf von zwei Jahren wurde Lehrer Marti durch Spruch des Amtsgerichts Solothurn Lebern vom 26. Juni 1896 von seiner Gattin geschieden. Lehrer Marti als Beklagter gestand die von der Ehefrau vorgebrachten Scheidungsgründe größtenteils zu; das Amtsgericht betrachtete ihn als den überwiegend schuldigen Teil und verurteilte ihn zu einer verhältnismäßig hohen jährlichen Alimentation an seine Ehefrau. Die Streitsache kam im August durch Zurücknahme der beidseitigen Appellation an das Obergericht zum Abschlusse.

Diese Vorgänge, von denen wir hier übrigens kein genügend orientierendes Bild entwerfen können, wurden von der katholischen Bevölkerung Bettlachs derart zu Ungunsten Marti's aufgefaßt, daß der Ortspfarrer alle Veranlassung hatte, sich zu entschließen, von diesem Zeitpunkt an den als Organisten und Kirchenchordirigenten funktionierenden Lehrer Marti in der Kirche zu ignorieren; er las von da an auch an Sonn- und Festtagen nur Stillmessen und hielt keine Vesper. Am 6. Dezember 1897 versammelte sich der Kirchenrat und lud den Pfarrer, — der ihm damals nicht angehörte —, zur Auskunftgabe ein. Der Pfarrer erklärte, er werde am Altare nicht mehr singen, so lange Lehrer Marti Organist sei, denn dieser sei nach seiner Ueberzeugung, zu einem kirchlichen Amte nicht mehr der geeignete Mann, infolge der Art und Weise, wie er in seinem Ehescheidungsprozesse dagestanden sei. Das nämliche wiederholte Pfarrer Kyburz in der Kirchgemeindeversamm-

lung vom 20. Dezember 1896. Marti klagte deshalb gegen den Pfarrer auf Ehrverletzung, erzielte aber nichts als eine zu veröffentlichende Erklärung des Pfarrers.

In der erwähnten Kirchgemeindeversammlung wurde der Pfarrer angefragt, ob es kirchliche Obern verbieten, daß ein Mann, der im Falle Lehrer Marti's sei, das Amt eines Organisten bekleide. Der Pfarrer erwiderte, das könne er nicht behaupten; er stütze sein Vorgehen auf seine eigene katholische Mannesüberzeugung. Er fügte aber bei, daß, wenn sich das damals schon zirkulierende Gerücht von einer Wiederverehelichung Lehrer Marti's bei Lebzeiten seiner Gattin erwahren sollte, dann allerdings seiner Bekleidung eines kirchlichen Amtes kirchliche Gesetze im Wege ständen. Der Pfarrer bot sich an, selber für Kirchengesang und Orgelspiel sorgen zu wollen und darauf hin übertrug die Kirchgemeinde ihm dieses Amt mit 49 gegen 30 Stimmen, welche Lehrer Marti auf sich vereinigte. Es war der einzige Weg für den Pfarrer, das bei den treuen Katholiken Anstoß erregende Funktionieren Lehrer Marti's in der Kirche zu verhindern; es war eben kein Anderer für die Stelle zu haben!

Der Pfarrer behalf sich nun dadurch, daß er, nicht ohne persönliche Opfer, entweder am Altare sich durch eine Aushilfe vertreten ließ und das Orgelspiel selbst besorgte, oder daß er einen des Orgelspiels Kundigen jeweilen von anderswo herberief. Der Kirchenchor, dessen Leitung der Pfarrer zum größten Teile schon seit Jahren dem dafür besoldeten Lehrer Marti ohne Entgelt abgenommen hatte, stand mit wenigen Ausnahmen treu zum Pfarrer und betrachtete das Fernbleiben Marti's von der Kirche als im Interesse sowohl der katholischen Grundsätze als auch des kirchlichen Gesanges gelegen.

Eine gewisse Rache gelang den Gegnern des Pfarrers bei den bald darauf erfolgenden Kirchenratswahlen vom 24. Januar 1897: ihre Liste drang vollständig durch und der Pfarrer blieb wie bisher dem Kirchenrat fern; der Sieg wurde von den vereinigten Liberalen und Sozialdemokraten infolge einer unrühmlichen Ueberlistung erfochten.

Im Frühling 1897 erfolgte nun wirklich die Wiederverehelichung des ehemaligen Organisten Marti, bei Lebzeiten seiner rechtmäßigen Gattin. Bald darauf gründete er einen Gesangchor, wozu sich natürlich schon Leute fanden. Und was man zuerst für nicht möglich hielt, das sollte sich nach Verlauf eines Jahres vollziehen: Lehrer Marti meldete sich wieder als Organist an: der Kirchenrat hatte ihm zuliebe die Stelle ausschreiben lassen. Die Mitglieder des Kirchenchores sprachen sich dahin aus, daß sie unter Marti nicht mehr singen werden, und so wäre dann der Chor „Frohsinn" bestimmt gewesen, mit seinem Dirigenten Lehrer Marti in die Kirche einzuziehen. Am 6. März 1898 entschied sich jedoch die Kirchgemeinde zu gunsten des Pfarrers, der sich in Ermanglung eines andern wieder angemeldet hatte; derselbe erhielt 74 (Marti 41) Stimmen als Organist und Kirchenchordirigent.

Nun ergriffen 13 Wähler der Kirchgemeinde — unter denselben der Kirchenpräsident und 3 Kirchenräte den Rekurs gegen diese Wahl; der Regierungsrat erklärte daraufhin dieselbe ungiltig aus formellem und materiellem Grunde. Dieser Rekursentscheid ließ sich erwarten; seine Begründung ist sehr anfechtbar.

In Bettlach aber wußte man sich zu helfen. Der Regierungsrat hatte als materiellen Grund der Wahlkassation namhaft gemacht, das Organistenamt sei in dem Reglement der Kirchgemeinde vorgesehen. Deshalb beschloß die Kirchgemeinde in ihrer Versammlung vom 14. August mit mehr als zwei Dritteln Mehrheit Streichung des Wortes „Organist" in § 6 dieses ihres Reglementes (des Normalreglements für die solothurnischen Kirchgemeinden); statt dessen fügte sie die Worte bei: Die Kirchgemeindeversammlung „bestimmt die Ausgaben für Kirchengesang und Orgelspiel." „Sie bestimmt, wem die Sorge für Kirchengesang und Orgelspiel zu übertragen ist."

Diese Abänderung des Reglementes genehmigte der Regierungsrat in einer seiner jüngstverflossenen Sitzungen und gestützt darauf trat auch der gleichzeitig mit der in Rede stehenden Abänderung erfolgte Beschluß der Kirchgemeinde in Kraft, welcher lautet: „Die Sorge für Kirchengesang und Orgelspiel ist dem jeweiligen Ortspfarrer übertragen."

Damit hat man in Bettlach erreicht, was man zu Anfang dieses Jahres kaum geahnt hätte! Etwas versüßt wurde die Niederlage des liberalen Lehrers, der gegen den Pfarrer klagte, durch ein Urteil des Amtsgerichtes Solothurn-Lebern. Der Beklagte wurde zu einer Buße von 40 Fr., einer Entschädigung von 30 Fr. an den Kläger und den Kosten verurteilt, weil er in der Kirchgemeindeversammlung vom 6. März geäußert hatte, Lehrer Marti stehe infolge seiner Wiederverehelichung bei Lebzeiten seiner Gattin nach Anschauung der katholischen Kirche als öffentlicher Sünder da. Gleichzeitig verfällte das Amtsgericht aber auch eine liberale Zeitung Solothurns zu einer Buße von 70 Fr., den Kosten und 30 Fr. Entschädigung an den Kläger, Pfarrer Kyburz, wegen maßlosen Beschimpfungen und Verleumdungen gegen Letztern. Verleumdung wurde allerdings vom Gerichte keine angenommen, denn die liberalen Blätter handeln ja bekanntlich immer nur in guten Treuen, wenn sie einen Geistlichen verleumden!

Unterdessen hatte es in Bettlach ein treukatholischer, strebsamer Ortsbürger durch sehr großen Fleiß in seinen von der täglichen Fabrikarbeit freien Stunden dazu gebracht, daß er jetzt schon befriedigend Orgel spielt und der Pfarrer nur noch ausnahmsweise als Organist zu funktionieren genötigt ist. Am Organistenwahltage war derselbe noch nicht vorgerückt genug, um Lehrer Marti gegenüber eine Anmeldung wagen zu dürfen, denn er mußte letzten Winter ganz vorn anfangen mit dem Spielen! Dem wackern und angesehenen jungen Manne war nun dadurch

die Organistenstelle gesichert worden, daß sie der Ortspfarrer, um ein für die wahren Katholiken skandalöses Verhältnis zu verhüten, provisorisch selbst übernommen hatte.

Ein Heim der Alleinstehenden.

Eine neue charitative Anstalt ist in St. Fiden eröffnet worden, ein Heim für alleinstehende Frauen. Herr Pfarr-Rektor Eberle in St. Gallen hat es ins Leben gerufen. Vermöge des von ihm gestifteten Mariaheims hat er einen Einblick in die Verhältnisse der Arbeiterinnen und Dienstboten wie nur wenige. Er kam zur Ueberzeugung, daß es nicht genug sei, Arbeiterinnen und Dienstboten ein Heim zu bieten, so lange sie ihren Berufen obliegen, sondern daß ein solches Heim doppelt notwendig für die alten Tage sei. Und der energische und praktische Menschenfreund machte auch sofort zur That, was sich als Bedürfnis erwiesen hatte, erwarb eine passende Liegenschaft in St. Fiden und richtete sie zu einem Heim für alleinstehende alte Damen und Dienstboten unter dem Namen „Antoniushaus" ein.

Es ist ein geräumiges Wohnhaus, nicht am Lärm der Landstraße und doch bei den Leuten, wie man sagt, und macht schon von außen einen ungemein properen und freundlichen Eindruck in seinem Typ zwischen Anstalt und Bürgerhaus. Ein schönes Gärtchen mit Blumen und Gemüse umgibt dasselbe rundum und bietet den alten Leutchen zu jeder Tageszeit ein sonniges oder ein schattiges Plätzchen. An den Mauern schlingen sich Spaliere hinauf, und die prächtigen Früchte an einem Pfirsichspaliere sprechen mehr als Worte für die Sonnigkeit des Platzes. Im Souterrain finden wir Holz- und Kohlenraum und weiter Milch- und Gemüsekeller, im Parterre ein wirklich elegant eingerichtetes Badezimmer mit allem nur wünschbaren Komfort, einen überaus freundlichen Speisesaal, den ein schönes Gemälde eines st. gallischen Meisters schmückt, und welcher auch als Gesellschaftszimmer dient, weiter eine Küche, welche die Freude jeder Hausfrau wäre und eine praktisch eingerichtete Waschküche.

Durch eine bequeme Stiege mit hellem Stiegenhaus geht es in den ersten und zweiten Stock. Auf dem ersten finden sich die Zimmer für alleinstehende Damen, alles große, behagliche Räume, voll Licht und Luft, einzelne eigentlich elegant in Anlage und Ausführung. Im zweiten Stock sind die Zimmer für alte Dienstboten. Es ist nicht ein kaltes Tapeten- und Gipswandhaus, sondern überall ist Holztäferung; für Heizung in allen Zimmern ist desgleichen gesorgt, für Wasser und Licht in allen Stöcken ebenfalls, und für ein liebliches christliches Zeichen in allen Räumen wiederum, kurz, alles macht den Eindruck einer behaglichen, freundlichen Wohnlichkeit. Und was für alte Leutchen auch sehr wichtig ist: Die Kirche ist ganz nahe. Die Anstalt führen zwei freundliche und frohmütige Menzinger Schwestern, die mit allen Leuten umzugehen wissen, Geduld mit ihren Eigenheiten haben, lieb sind und ihnen in allen Nöten hilfreich beistehen.

Hier also können sich in Zukunft Frauenspersonen genannter Kategorien verpfründen bis an ihr Lebensende. Die Preise richten sich, wie überall in solchen Anstalten, von Fall zu Fall, sind aber auf einem sehr mäßigen Niveau gehalten und können es sein; denn man will an diesen alten Leutchen nichts verdienen, nicht einen Rappen, und was sie aufwenden, kommt ihnen zu gut. Die Nahrung ist reichlich, gut und dem Alter angepaßt, worauf eben auch Rücksicht zu nehmen ist. Wenn gewünscht, wird auf den Zimmern serviert. Dienstboten-Pfründerinnen werden zu einiger Mithilfe im Haushalt herangezogen, ohne daß aber diesbezüglich der leiseste Zwang herrscht. Was sie aber sonst durch Handarbeiten 2c. etwa verdienen, gehört ihnen. Aerztliche Behandlung und Pflege in kranken Tagen ist inbegriffen. Für nähere Auskunft in Bezug auf Aufnahme und Aufnahmebedingungen ist Hochw. Herr Pfarr-Rektor Eberle in St. Gallen gerne bereit Nur eines möchten wir noch beifügen: unter sehr loyalen Bedingungen kann man nach schon erfolgter Aufnahme wieder künden; freilich behält sich auch die Anstalt die Kündigung solchen Pfründnerinnen gegenüber vor, die Anstoß erregen oder für die Mitgenossen zur Plage werden. (Nach der „Ostschw.")

Le concordat de 1802,

la persécution qui l'a précédé, et ses conséquences pour le diocèse de Bâle.

(Suite)

Le 23 mars 1793, l'Évêché de Bâle qui était occupé par les Français depuis le 29 avril 1792 et qui formait depuis le 22 novembre 1792 la république de la Rauracie, fut déclaré réuni à la France sous le nom de département du Mont-Terrible. Dès ce moment les prêtres de l'Évêché virent s'appliquer toutes les mesures qui avaient frappé, depuis trois ans, leurs confrères d'Alsace et tout le clergé français.

Tous les prêtres de l'Évêché remplissant les fonctions du saint ministère, chanoines, curés, vicaires, furent invités à prêter, le 6 mai 1793, le serment constitutionnel. Pour y échapper, presque tous s'expatrièrent, le 5 et le 6 mai. Le Mont-Terrible compta 26 prêtres jureurs dont 14 résidaient dans le pays et 12 en Alsace. Il y eut 201 prêtres qui refusèrent le serment. Le 7 mai, deux seuls d'entre eux restaient dans la patrie de la vallée de Delémont devenue française.

Le départ des prêtres du Jura fut suivi d'un décret du conseil général du Mont-Terrible statuant une amende de 500 francs et un emprisonnement contre ceux, qui permettraient aux prêtres émigrés de faire des fonctions ecclésiastiques chez eux. Un autre arrêté du 1 juin 1793 ordonna de mettre immédiatement en arrestation les gens suspects, tous les prêtres, qui n'avaient pas prêté le serment civique et même les

pères et mères, femmes et enfants émigrés dont le civisme n'était pas notoire. Cet arrêt força les religieuses de Porrentruy de sortir de leurs couvents et 300 Jurassiens de s'expatrier.

Les prêtres jureurs ne furent guère mieux partagés que les autres. Il leur fut défendu de porter l'habit ecclésiastique et ils furent menacés, comme ceux qui donnaient asile aux prêtres fidèles, d'une amende de 500 francs et d'un emprisonnement si, après avoir prêté serment, ils osaient encore fonctionner.

Après l'exode des prêtres de l'Evêché eut lieu la vente des biens de l'évêque et des paroisses, puis la confiscation des cloches qui, à l'exception d'une par commune, furent transportées à Huningue et à Belfort pour être converties en canons. La vente des biens de l'église dura de 1793 à 1797.

Par décret du 17 septembre 1793, la Convention trouva moyen de frapper de nouveau, jusque dans leur exil, les prêtres déportés, c'est-à-dire ceux que la loi avait forçés de s'exiler, en leur appliquant les lois rigoureuses portées contre les émigrés. Par un décret spécial du même jour, elle prit sous sa protection les prêtres mariés.

Le 10 novembre 1793, la Convention mit le comble à ses impiétés en décrétant et en inaugurant à Notre-Dame le culte de la Raison qui fut aussi installé dans l'église de Delémont et dans celle de Porrentruy.

L'année 1795 sembla vouloir amener une détente. Une loi du 21 février permit jusqu'à un certain point le rétablissement du culte catholique. L'exercice de tous les cultes fut déclaré libre à condition qu'il ne se fit pas hors des locaux choisis pour leur exercice. Pour un autre décret du 20 mai, la convention permit aux communes de se servir pour le culte des édifices religieux non aliénés, à condition que ceux-ci fussent mis à la disposition de tous les cultes pratiqués par les habitants de la localité et que les ministres fissent devant la municipalité du lieu où ils voudraient célébrer le culte, acte de soumission aux lois de la république.

A la faveur de ces décrets, quelques offices purent être célébrés dans les Franches-Montagnes et dans les vallées de Delémont et de Laufon par des religieux de Bellelay, ou par des capucins de Dornach, ou par des prêtres de la Prévôté de Moutier. Quelques prêtres du Jura se permirent aussi de rentrer dans leur pays soit après s'être procuré des actes de bourgeoisie en Suisse, soit en se faisant rayer de la liste des émigrés. Mais bientôt la persécution reprit de plus belle, car au commencement d'octobre, le gouvernement exigea de tous les prêtres un acte de soumission à toutes les lois de la république, et la Convention constatant une renaissance de l'esprit religieuse, renouvela, en date du 6 septembre 1795, les lois rendues précédemment contre les prêtres déportés et les déclara bannis à perpétuité du territoire français et passibles, s'ils revenaient en France, des peines portées contre les émigrés. Ce décret contraignit la plupart des prêtres jurassiens, qui avaient cru pouvoir rentrer chez eux de retourner immédiatement en Suisse ou dans la Prévôté de Moutier.

(A suivre.)

Kirchen-Chronik.

Luzern. Am 26. September tagte in Zell die kantonale luzernische Piusvereinsversammlung und zwar, wie die Zeitungen uns berichten, in imposanter Weise. In der bis auf den letzten Platz gefüllten Kirche zelebrierte hochw. Herr Regens und bischöflicher Kommissar Dr. Segesser das Hochamt und der hochw. Hr. Pfarrer Räber von Sursee hielt eine ausgezeichnete Festpredigt von der „Glaubensüberzeugung und dem aus dieser Ueberzeugung hervorgehenden christlichen Leben." An der Versammlung in der Festhütte sprach vor etwa 400 Teilnehmern, nach einem Eröffnungswort des Präsidenten Herrn Helfenstein, Herr Nationalrat Erni über die Pflichten der Mitglieder des Piusvereins. Herr Regierungsrat Düring verbreitete sich in einem lichtvollen Vortrage über das neue luzernische Erziehungsgesetz.

— Nach einer Korrespondenz des „Vaterland" ist der hochw. Hr. Pfarrhelfer Meier in Hitzkirch vom hochwst. Hrn Bischof als Subregens an das Priesterseminar in Luzern berufen worden. Die Gemeinde beklagt es als herben Verlust, einen Priester scheiden zu sehen, der eine sehr segensreiche Wirksamkeit entfaltete.

Aargau. Dem „Vaterland" wird geschrieben: „Die Abhaltung eines aargauischen Katholikentages hat einige fanatisch-radikale Blätter in Aufregung gesetzt. „Was würden", schreibt eines derselben und andere drucken es ihm nach, „unsere Katholiken sagen, wenn nun auch Protestantentage und Altkatholikentage eingeführt würden?" Die Antwort fällt uns nicht schwer: „Gar nichts würden wir dazu sagen, sofern nämlich unsere Gegner auf denselben mit ihren eigenen innern Angelegenheiten sich beschäftigen würden, wie die Katholiken dies ebenfalls zu thun gewohnt sind. Bei der Zerfahrenheit der Protestanten in Fragen der religiösen Wahrheit und des Seelenheils wäre aber freilich zu fürchten, daß sie mehr im negativen Wettern auf die Katholiken, als im positiven Aufbau ihres eigenen schwankenden Religionsgebäudes ihre Aufgabe erblicken würden."

Deutschland. Zum Kapitel Protestantisierung Deutschlands wird der „Augsb. Postztg." geschrieben: „Zwar nehmen die Katholiken in Deutschland der Zahl nach nicht ab, doch wächst ihre Zahl weniger rasch, als die der Protestanten. Im Jahre 1880 gab es in Deutschland 16,2 Millionen Katholiken und 28,3 Millionen Protestanten; 1890 dagegen 17,67 Millionen Katholiken und 31,0 Millionen Protestanten. Schon diese großen Ziffern lassen erkennen,

daß der Zuwachs ein ungleicher ist. Anschaulicher läßt sich dieser Unterschied durch eine Vergleichung mit der ortsanwesenden Bevölkerung in den Jahren 1880 und 1890 darstellen. Auf 10,000 ortsanwesende Personen kamen im Jahre 1880 noch 3589 Katholiken; 1890 dagegen nur 3516, während der protestantische Bevölkerungsanteil in derselben Zeit von 6263 auf 6277 gestiegen ist. Diese Zahlenunterschiede scheinen auf den ersten Blick nicht sehr groß zu sein; sie werden aber doch recht bedeutend, wenn man die ganze Reichsbevölkerung in Betracht zieht. Darnach ist der verhältnismäßige Anteil der katholischen Bevölkerung an der Gesamtbevölkerung des Reiches in dem Jahrzehnt 1889/90 um rund 14,000 zurückgegangen, der verhältnismäßige Anteil der protestantischen Bevölkerung dagegen um 28,000 gestiegen; die 14,000, die den Katholiken abgehen, wachsen den Protestanten zu; diese übertreffen jene um 44,000. Diese Zahlen sind dem statistischen Jahrbuch des deutschen Reiches für 1898 entnommen und ist an ihrer Zuverlässigkeit nicht zu zweifeln. Mit der Zeit muß, wenn dieses ungerade Wachstum der beiden Konfessionen andauert, was kaum anders zu erwarten ist, eine förmliche Verschiebung der Bevölkerungsbestandteile in konfessioneller Hinsicht eintreten. Deutschland, welches in den siebenziger Jahren zu fast $^2/_5$ katholisch war, wird bald nur noch $^1/_4$ katholische Einwohner haben. Als Ursachen nennen wir: 1. Die andauernde Imparität; 2. die gemischten Ehen und gemischten Schulen; 3. den religiösen Indifferentismus und 4. die allgemeinen gesellschaftlichen und modernen wirtschaftlichen Verhältnisse."

— Zum zweiten Male ist die Diözese Rottenburg nunmehr verwaist: Bischof Dr. Franz Xaver von Linsenmann ist im Alter von nur $62^3/_4$ Jahren unerwartet rasch gestorben. Anläßlich einer Operation empfing er die hl. Sakramente, und es war ihm vergönnt, nach eingetretener Verschlimmerung seines Befindens nochmals zu beichten und zu kommunizieren, bevor er das Leben aushauchte. Unerwartet schnell trat der Tod durch Herz- oder Lungenschlag ein. Die Beerdigung erfolgte durch den Bischof von Mainz, Dr. Paul Haffner.

Der „Schwäb. Merkur", eine liberale Zeitung, schreibt über den verstorbenen Prälaten in einem Nekrologe: „In seinem Lehrerberufe (als Professor der Moral- und Pastoraltheologie an der Universität Tübingen, 1872—1888) in den praktischen, theologischen Fächern, hat er auf den württembergischen Klerus, der in diesen langen Jahren zu seinen Füßen saß, durch die Fülle seiner Kenntnisse wie durch seine persönlichen Eigenschaften einen weitgehenden Einfluß gewonnen. So sah man ihn in Tübingen mit Bedauern scheiden, als er im Juni 1889 zum Domkapitular nach Rottenburg erwählt wurde. Als Vertreter des Domkapitels kam er 1895 in die württembergische Abgeordnetenkammer, wo er dem Zentrum beitrat. Seine Thätigkeit in der Kammer hat ihm dort die Achtung aller Parteien gesichert; in seiner maßvollen Art und bei seinem ernsten Charakter hat er eine verletzende Polemik zu vermeiden gewußt, so wenig er in der Sache die Anschauungen der heutigen katholischen Hierarchie jemals aufgegeben hat. Die „Tübinger Quartalschrift" hat eine große Zahl bemerkenswerter Arbeiten Linsenmann's veröffentlicht. Er selbst hat ein Lehrbuch der Moraltheologie und als Rektor der Universität Tübingen eine Abhandlung über die sittlichen Grundlagen der akademischen Freiheit herausgegeben. In den letzten Jahren hat er seine Mußestunden einer Biographie des Bischofs Hefele gewidmet; sie ist unvollendet geblieben; denn der Tod hat ihm die Feder aus der Hand genommen." R. I. P.

Oesterreich. Papst Leo XIII. hatte dem schwergeprüften Kaiser Franz Joseph nachstehendes Telegramm zugesandt: „Wir beeilen uns, Ew. Majestät, unsern tiefsten Schmerz und unsere größte Entrüstung auszudrücken über das fluchwürdige und barbarische Attentat, das an der Kaiserin begangen wurde. Wir beten für die Seele des erhabenen Opfers und flehen mit eifriger Inbrunst zu Gott, daß er, in dessen Macht es liegt, Ew. Majestät in diesem grausamen Unglück und in dieser bittern, die heiligsten Gefühle treffenden Prüfung stärke, und darum erteilen wir Ew. Majestät und der gesamten kaiserlichen und königlichen Familie aus dem tiefsten Grund unseres schmerzlich ergriffenen väterlichen Herzens unsern ganz besondern Segen."

Der Kaiser erwiderte: „In dem schrecklichen Unglück, von dem ich und mein Haus betroffen wurden, haben die Worte Eurer Heiligkeit voll heiliger Entrüstung und Zuneigung und beseelt von jenem Glauben, der stets meine einzige Zuflucht war, meinem gebrochenen Herzen labenden Trost gebracht. Empfangen Sie, heiliger Vater, meinen tiefgefühlten Dank für Ihre Worte, für Ihren väterlichen Segen. Wollen Sie auch in Zukunft barmherzig in Ihren heiligen Gebeten der geweihten Seele meiner unglücklichen, vielgeliebten Gefährtin, meiner und meiner Familie gedenken.

An den schweizerischen Bundesrat beantwortete er dessen Kondolenztelegramm mit folgenden Worten: „Tiefgerührt durch die in so warmer Weise ausgesprochenen Gefühle innigen Beileides, danke ich dem Bundesrate und dem ganzen Schweizervolke aus vollstem Herzen für die Anteilnahme an dem herben Schmerze, den der unerforschliche Ratschluß der Vorsehung über mich verhängt hat."

Kaiser Wilhelm II. sandte folgende Depesche nach Wien: „Vom Manöver eben zurückkehrend, erfahre ich die entsetzliche Nachricht von der ruchlosesten aller Thaten. Tief erschüttert und noch fassungslos kann ich kaum Worte finden, um Dir zu sagen, wie ich für Dich fühle und trauernd den schweren Verlust mitempfinde. Es ist eine Prüfung des Herrn, die wir Menschen nicht begreifen können und die nun durch ihre fürchterliche Schwere auf uns lastet. Aber das ist der einzige Trost für uns arme Menschen, daß es von Oben also bestimmt ist."

— Das seit 114 Jahren vernachlässigte Klostergebäude Sittich in Krain wurde während des Sommers unter Leitung des Priors P. Gerard Meier aus dem Cisterzienserorden wieder hergestellt. Am 20. September zogen von

Wettingen-Mehrerau sechs Patres und ein Laienbruder nach der alten, aber 1754 aufgehobenen Cisterzienser-Abtei, ergriffen von ihr Besitz und fiengen an, sie wieder ihrer frühern Bestimmung zu widmen.

Kleinere Mitteilungen.

Politische Entschiedenheit der Katholiken in Deutschland. Das Zentralkomitee der badischen Zentrumspartei richtete an die Zentrums-Wähler der Bezirke Karlsruhe, Pforzheim und Mannheim anläßlich der Wahlen des verflossenen Sommers folgenden Appell: „Gegenüber verschiedenen Kundgebungen nationalliberaler Blätter erscheint es angemessen, jedem Mißverständnis von vorneherein den Boden zu entziehen und in aller Form zu erklären, daß die Zentrumspartei in Baden nicht in der Lage ist, irgend etwas zur Rettung eines nationalliberalen Mandates zu thun. Seit Jahr und Tag hat die Politik der nationalliberalen Partei die unter der Fahne des Zentrums organisierten Katholiken des Landes so behandelt, daß es schon als ein Gebot der Selbstachtung erscheint, eine unbedingt ablehnende Haltung gegenüber den nationalliberalen Hilferufen einzunehmen. Von Anfang an hat es als Hauptaufgabe des Zentrums erscheinen müssen, die Macht des Nationalliberalismus zu brechen. Jetzt, da die Erreichung dieses Zieles nach schweren Kämpfen, opfervollen Arbeiten und bitteren Leiden endlich in Aussicht steht, wäre es unverständlich und selbstmörderisch, dem Nationalliberalismus irgendwie die Hand zu reichen, um ihm das wohlverdiente Schicksal zu ersparen oder auch nur zu erleichtern."

Litterarisches.

Alte und Neue Welt. Illustriertes Familienblatt zur Unterhaltung und Belehrung. Einsiedeln, Benziger & Ko. Monatlich ein reich illustriertes Heft zu 50 Pfg. Der neue 33. Jahrgang beginnt mit dem kürzlich ausgegebenen Septemberheft. Es macht den ersten wohlgelungenen Versuch mehrfarbiger Illustration und bringt den Anfang eines Romans «Quo vadis?» von H. Sienkiewicz. Der Titel erinnert an die liebliche Legende, wonach dem mutlos aus Rom entweichenden Apostel Petrus vor den Thoren der kreuztragende Heiland entgegen trat und auf die Frage des Apostelfürsten «Quo vadis, Domine?» (wohin gehst du, Herr?) die Antwort erteilte: „Ich gehe nach Rom, um nochmals gekreuzigt zu werden", worauf Petrus umkehrte und den Martyrertod erlitt. Neben diesem historischen Roman geht ein solcher aus dem modernen Leben her, der sich ein „Ehrenwort" von M. Anderssen betitelt und sehr spannend zu werden verspricht. Die illustrierte ergreifende Erzählung „Der Schwanenkaplan" von Arthur Achleitner und eine Humoreske „Die ersten Hundert" von Audorfer machen den übrigen erzählenden Inhalt dieses ersten Heftes aus. Von den illustrierten Aufsätzen erwähnen wir die auf Selbsterlebnissen beruhende Schilderung von Adlerjagden von E. v. Dombrowski, und den illustrierten Artikel über das Neueste auf dem Gebiet des Glockengusses von W. Elven.

Kirchenamtlicher Anzeiger.

Nota pro clero.

Die Eröffnung des Seminarkurses 1898/1899 der Diözese Basel findet statt den 13. Oktober. Die hochw. Herren Pfarrer sind ersucht, Theologiestudierende ihrer Pfarreien davon in Kenntnis zu setzen. Anmeldungen sind bis zum 8. Oktober an die Seminardirektion in Luzern zu richten.

Die bischöfliche Kanzlei.

Inländische Mission.

a. Ordentliche Beiträge pro 1898.

	Fr.	Ct.
Uebertrag laut Nr. 39:	30,029	40
Kt. Aargau: Vom geistlichen Kapitel Siß- und Frickgau	200	—
Baden 250, Bünzen 86, Hermetschwil 56, Leibstadt 35. 60, Merenschwand 72, Mühlau 40, Oeschgen 18, Waltenschwil 12, Zeiningen 75	644	60
Villmergen, Legat von Hrn. Fried. R. Koch sel.	100	—
Kt. Baselland: röm.-kathol. Pfarrei Allschwil	90	—
Kt. Bern: Moutier	40	—
Kt. St. Gallen: Bollingen 15, Goldach 135.50, Henau 70, Gommiswald 90, Lichtensteig 25, Schännis 110, it. Kloster St. Katharina 100	545	50
Kt. Glarus: Glarus (mit 100 Fr. Spezialgabe von M. S.)	350	—
Näfels (mit 100 Fr. Spezialgabe)	500	—
Kt. Luzern, Stadt Luzern, durch hochw. Hrn. Spitalpfarrer Dolder von etl. Gutthätern	70	—
Adligenschwil 50, Flühli 82, Hellbühl 200, Horw 115, Menzberg 40, Müswangen 55, Pfaffnau 68. 50, Schwarzenberg 50, Wohlhusen 112	772	50
Kt. Neuenburg: Fleurier	30	—
Kt. Schwyz: Hauptort Schwyz	645	72
Kt. Solothurn: röm.-kathol. Pfarrei Olten	110	—
Kt. Thurgau: Aadorf 36, Pelagiberg 46, Sirnach 252, Sommeri 133	467	—
Bischofszell (mit 60 Fr. von L. B. und 25 von Fam. W.)	205	—
Kt. Zürich: Männedorf 67, Rheinau 100	167	—
	34,966	72

Der Kassier: **J. Duret, Propst.**

Nota. Wir geben hier die Notizen möglichst abgekürzt; im Berichtshefte werden aber die gewünschten Details angeführt werden. Die meisten ordentlichen, obenstehenden Beiträge sind Opfergaben vom eidg. Bettag. Das herrliche Empfehlungswort der hochwürdigsten schweizerischen Bischöfe hat sofort schönen Erfolg gehabt. Ihnen sei hiemit, nächst Gott dem Herrn, innigster Dank ausgesprochen! — Allein, man bedenke, daß unser Budget über 100,000 Fr. an ordentlichen Beiträgen erfordert, woran wir erst 34,000 verzeigen. Möge also der löbliche Eifer nicht nachlassen, sondern ausdauern.

Louise Wey, Paramentenschneiderin
in Nottwil, Kt. Luzern.

Anfertigung **neuer Paramenten**, sowie überhaupt aller in dieses Fach einschlagenden Artikel, **genau nach kirchlicher Vorschrift.** Reparaturen aller Paramenten werden sorgfältig ausgeführt. **Annahme von Stören. Lieferung von Vereinsfahnen**; Photographieen von solchen auf Verlangen zur Einsicht.

Gute Arbeit. Billige Preise.

Zeugnisse stehen zu Diensten. 18²

Für Kirchen-Arbeiten
in den verschiedensten Stein- und Marmorarten
als:
Altäre, Säulen, Taufsteine etc.

32⁵² empfiehlt sich

Herm. Adler-Stüdely,
Langendorf (Solothurn).

Marmorindustrie mit Wasserkraft. — Zeugnisse über gelieferte Arbeiten stehen zu Diensten.

1 Taufregister . . . . . 150 Bogen (300 Seiten)
1 Eheregister . . . . . 100 „ (200 „
1 Sterberegister . . . . . 130 „ (260 „
mit **Namenregister,** ganz solid gebunden, sind gelegenheitshalber billig **zu verkaufen.**

Buch- und Kunstdruckerei Union, Solothurn.

Soeben erschienen und durch die Buch- und Kunstdruckerei Union in Solothurn zu beziehen:

Bernhardin Sanson,
der Ablaßprediger in der Schweiz 1518/1519.

Eine historische, dogmatische und kirchenrechtliche Erörterung
von **Ludwig Rochus Schmidlin**, Feldprediger,
Mitglied der allgemeinen geschichtforschenden Gesellschaft der Schweiz.
Mit dem Facsimile eines Ablaßbriefes.

Preis Fr. 1.50

Bei Einsendung von Fr. 1.55 franko durch die ganze Schweiz.

Soeben ist erschienen und durch die Buchdruckerei „Union" in Sloothurn zu beziehen:

St. Ursen-Kalender pro 1899.

Reich illustriert. **Preis 40 Cts.**

Wiederverkäufer erhalten bedeutenden Rabatt.

P. C. Zofingen, X. 5. (91)
T. II und III (98).

Patent-
Rauchfaßkohlen

sehr praktisch, vorzüglich bewährt, leicht entzündbar, rauchlos, 2 Stunden Brenndauer, liefert pr. 100 Stück zu Fr. 5. —. 75⁰

Anton Achermann, Stiftssakrist.,
(H 2400 Lz) **Luzern.**

A. Bättig, Blumenfabrik,
Sempach.

Obige Firma, eine der ältesten in dieser Branche, empfiehlt sich der hochw. Geistlichkeit, sowie den Wohlthätern und Freunden des Kirchenschmuckes zur Anfertigung von **Bouquets, Kränzen, Guirlanden** ꝛc. **zu kirchlichen Zwecken.** — Bestandteile werden ebenfalls geliefert. Geschmackvolle und solide Ausführung wird zugesichert. 5²⁶

Zu kaufen gewünscht.

Folgende Nummern der „Schweiz. Kirchen-Zeitung". Jahrgang 1858: Nr. 26, 27, 28, 30, 32, 37, 52. Jahrg. 1859: Nr. 29, 30, 31, 32, 52, 92, 93, 94, 95, 96, 99 und folgende samt Titelblatt. Jahrg. 1860: Nr. 21, 42, 79. Jahrg. 1862: Nr. 5, 35 samt Titelblatt. Jahrg. 1863: Nr. 7 und 8 samt Titelblatt. Jahrg. 1875: Nr. 14. Jahrg. 1876; Nr. 7 samt Titelblatt. Jahrg. 1877: Nr. 19, 21, 28, 29, 30 samt Titelbl. Jahrg. 1878: Nr. 20, 42, 46—52 samt Titelbl. Jahrg. 1880: Nr. 9 u. 35. Jahrg. 1881: Nr. 1. Jahrg. 1883: Nr. 36. Jahrg. 1891: Nr. 39 samt Pastoralblatt 9. Jahrg. 1894: Nr. 35.

Gefl. Offerten an die Expedition. (83₀)

Kirchen-Teppiche.

Neueste Sachen in gotischem und romanischem Styl, billigst bei

J. Bosch,
Mühlenplatz, Luzern.
☞ **Muster franko.** 7¹⁰

In der **Buch- und Kunstdruckerei Union** in **Solothurn** ist zu beziehen:

Erinnerungen aus meinem Leben
mit einem Anhange von Predigten
von
Melchior Schlumpf,

ehemaliger Domherr und bischöfl. Kommissar, Dekan und Pfarrer in Steinhausen; herausgegeben von Karl Josef Schlumpf, Pfarr-Resignat, in Mellingen.

Preis Fr. 1.—

Zeugnisbüchlein für den **Religionsunterricht,** sehr anregend für **Unterricht-** und **Gottesdienstbesuch,** auf 9 Jahre (mit Sommer- und Wintersem.) berechnet, Karton-Umschlag, mit Draht geheftet, nur 10 Rp. Bezugsort: Vereinsbuchdruckerei **Frauenfeld.**

Druck und Expedition der Buch- und Kunstdruckerei „Union" in Solothurn.